



DÉCLARATION LIMINAIRE **CSAL DU 21/01/2025**

Madame la Présidente,

C'est avec amertume que nous vous souhaitons une bonne année 2025.

Nos collègues sont, encore et toujours, durement frappés par une déperdition prodigieuse de leur pouvoir d'achat. L'instabilité gouvernementale qui touche notre pays légitime des coups de rabot. La cure d'austérité est une épée de Damoclès, qui distille la peur, provoque de multiples fractures et participe au démantèlement des services publics, alors même que les besoins de la population en la matière sont criants. Santé ou éducation ne sont pourtant pas des variables d'ajustement.

Nous ne regretterons pas le départ contraint et forcé de Monsieur Kasbarian, le ministre qui n'aimait pas les fonctionnaires. Ses contre-vérités ont fait tourner à plein régime le fonctionnaire-bashing. Les «petites phrases» sous-entendant que les agents publics sont «irresponsables» en matière de congés maladie sont purement et simplement inacceptables. Faire passer pour des privilégiés les agents en arrêt maladie est une insulte pour tous les personnels. Les excès de brutalité de l'ex-ministre de la fonction publique ne nous manqueront pas. Vous remarquerez que les fake news

diffusés çà et là n'ont pas été démentis ni par notre directrice générale ni par les directeurs locaux.

Du mépris, encore du mépris, toujours du mépris.

Le ras-le-bol des agents fut exprimé par 200 000 personnes dans 160 cortèges, lors de la mobilisation du 5 décembre 2024.

Nous ne sommes pas dupes non plus quant aux déclarations d'amour de notre nouveau ministre de la fonction Publique. Les agents ne veulent plus des mots, mais des actes... Comment voulez-vous que la fonction publique (et les finances publiques) soit attractive quand au quotidien, on s'essuie les pieds dessus comme sur un paillason. A la DGFIP le mal-être au travail ne fait que s'aggraver : conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, liquidation de services, industrialisation des méthodes de travail, règles de gestion discrétionnaires, reconnaissance au point mort, rémunérations plombées par le coût de la vie chère, management de plus en plus toxique. Vidée de sa substance, la DGFIP se déshumanise.

L'humain comme le service public ne font plus partie du vocabulaire de l'État.

Les agents ont déjà payé un lourd tribut avec des restructurations permanentes, des réformes ineptes pour près de 50 000 emplois supprimés de 2002 à 2024. Et pourtant la DGFIP sera une nouvelle fois largement mise à contribution en étant le filon privilégié en termes de suppressions d'emplois.

A cela s'ajoutent 4 000 postes vacants en 2024. La maison DGFIP ne tient que par la résilience et la conscience professionnelle de ses agents.

Vous allez nous répondre que les indicateurs sont bons, nous réciter une leçon trop bien apprise. Remarquez, cela fait bien

longtemps que nous n'avons pas entendu ce discours. Le dernier CSAL date du 29 août 2024.

1 CSAL seulement lors du second semestre 2024. Certainement votre conception du dialogue social à la DDFIP 87. Le dialogue social ne s'invente pas, il se construit pas à pas. Il ne se fait pas par des coups de communication ou des annonces à la volée, par une absence de concertation ou des débats stériles.

Nous finirons par les vœux de la CGT Finances Publiques 87:

- Des créations d'emplois partout où c'est nécessaire, et titularisation des agent.es non titulaires ,**
- L'augmentation de nos salaires. Une augmentation immédiate et, a minima de 10 % de la valeur du point, son indexation sur l'inflation,**
- La refonte et la revalorisation des grilles indiciaires,**
- L'égalité salariale et professionnelle entre les Femmes et les Hommes,**
- Le maintien et l'amélioration des dispositions du statut général des fonctionnaires et l'abandon du projet de loi « Guérini ».**